

« L'important, c'est que ces enfants grandissent au même endroit »

En Gironde, des mineurs placés se reconstruisent en fratrie dans un nouveau village d'Action Enfance.

AGNÈS LECLAIR @AgnèsLeclair

FAMILLE La série de containers habitables, sigles de 1 à 9, est posée sur un bout de champ. Un fragment de poésie portuaire, tout en bleu, vert et noir, au bord d'une route de campagne. Ce village modulaire, insolite sur le coteau girondin de Sablons, c'est le quinzième de la fondation Action Enfance. Entre les allées, des enfants se passent un ballon à la lueur des derniers rayons de soleil de l'automne. À quelques mètres d'un arpent de vignes, les plus jeunes escaladent les agrès d'une aire de jeux sous le regard d'éducateurs. Depuis fin août, 48 enfants, âgés de 1 à 18 ans, ont emménagé dans ce surprenant phalanstère. Des enfants en transit, placés, retirés de leurs familles sur décision du juge ou sur décision administrative du département. Action Enfance cherche à leur offrir une nouvelle stabilité grâce à un accueil « comme à la maison » et le village abrite uniquement des fratries pour maintenir une unité familiale.

Partager un dîner, se serrer autour du lavabo pour se brosser les dents, écouter le même conte, un câlin et au lit. Dans une vie d'enfant, l'ordinaire n'est pas un repoussoir. Pour certains, c'est même un luxe. Un antidote aux malheurs d'une vie de famille marquée par l'insécurité affective. Les mineurs du village d'enfants de Sablons ont été confrontés à l'alcoolisme ou aux déficiences de leurs parents. À des violences physiques ou sexuelles. « Nous accueillons des tout-petits qui ont servi de punching-ball, résume Nathalie Agamis, directrice du village de Sablons. Certains ont encore des cicatrices et sont marqués à vie. »

À Sablons, chaque module a été aménagé pour six enfants pour un coût de 200 000 euros. Une espace de 180 m² où chacun a sa chambre. Quatre éducateurs se relaient après d'eux par binôme, une semaine sur deux. Comme des mères ou des pères au foyer, ils dorment sur place et gèrent toute la maison-
née. Pelotonnée sur un grand cana-



À Sablons, une commune rurale de Gironde, des maisons-containers modulaires accueillent 48 enfants et adolescents en fratrie. Un cadre qui permet de retrouver une unité familiale et de retisser un lien social, souvent gravement abîmé. Chaque fratrie bénéficie d'un logement confortable de 180 m² et de chambres individuelles. Un binôme d'éducateurs spécialisés participe à la vie de la maisonnée et s'attache avec bienveillance à rendre confiance et autonomie aux jeunes.

pé du salon, Jade*, 8 ans, bouille ronde derrière des grandes lunettes, feuillette un album de « Recherche et trouve ». À côté, Théo, 6 ans, confectionne une piste de décollage et d'atterrissage pour ses avions en papier avec l'aide de Julia, l'une des deux éducatrices de la maisonnée. Elena, 10 ans, dessine des girafes dans sa chambre, à l'étage. Angélique, l'autre éducatrice, encourage Johanna, 12 ans, qui prépare une vinaigrette en vue du dîner. Ces quatre enfants de la même fratrie vivaient auparavant dans un foyer du département – une maison d'enfants à caractère social (Mecs) – où ils étaient séparés par tranches d'âge. Ils retrouvent aujourd'hui une fraternité. « Le foyer, j'ai détesté. Les éducateurs, ils nous balançaient, lâche Jade. Y'en avait un qui n'arrêtait pas de me chahuter. » Johanna a elle aussi un mauvais souvenir de son ancien foyer, surtout pendant le confinement où elle a dû rejoindre un groupe de « grands ». « Ça se passait mal. C'était difficile. Il y avait des garçons qui n'étaient pas

très gentils. Le fait d'être ensemble, c'est plus sympa », confie-t-elle. La maison accueille une autre fratrie de deux sœurs, Léa et Louina, respectivement âgées de 11 et 9 ans. Plus silencieuses. L'aînée ne partage pas la même chambre que sa cadette, car il fallait « la sortir de son rôle de grande sœur parentalisée ». La composition de chaque habitat relève d'« une alchimie complexe », explique Nathalie Agamis.

Quand les premiers enfants ont emménagé dans le village, le 11 août dernier, certains frères et sœurs ne s'étaient pas vus depuis longtemps. « Il a fallu qu'ils réapprennent à vivre ensemble. Certains n'habitent pas sous le même toit en raison des différences d'âge ou parce qu'ils ont besoin de temps pour renouer la relation. Mais l'important, c'est qu'ils grandissent au même endroit », souligne la directrice du village. « À la sortie de l'aide sociale à l'enfance, en cas de déficience parentale, la fratrie est souvent leur seul capital social. Nous essayons de recréer ce réseau », complète Marc Chabant, di-

recteur du développement de la fondation Action Enfance.

Tous les enfants du village ont aussi dû trouver une place à l'école. Dans une commune de 1 300 âmes, l'arrivée soudaine d'une cinquantaine d'enfants placés ne passe pas inaperçue. Mais le maire de la commune, Jean-Claude Abanades, y a vu une bonne nouvelle. « L'arrivée de 18 enfants dans notre école nous a permis d'ouvrir une nouvelle classe et de garder une enseignante qui aurait dû partir à notre grand regret. Les autres ont trouvé une place dans les collèges des communes voisines ou au lycée à Libourne, décrit-il. Les habitants sont fiers d'avoir un village d'enfants, en particulier parce qu'il accueille des fratries. »

Le soir, réunis autour de la grande table, les enfants font le point sur leur journée à tour de rôle. Angélique, l'éducatrice fan de Mary Pop-pins, ancienne famille d'accueil, veille à ce que chacun soit entendu. Au milieu des récits des petites victoires et des traces du quotidien, Jade glisse d'une petite voix : « Ce que je n'ai pas aimé, c'est que je n'ai pas vu maman aujourd'hui. » Certains enfants continuent à voir leurs parents dans le cadre de visites, parfois encadrées par un tiers. Des enfants les réclament, d'autres les redoutent. Au-dessus de leur lit ou de leur bureau, des photos de leur mère ou leur père sont parfois accrochées. Mais pas toujours. « C'est

Il faut qu'ils acceptent la réalité de leur histoire pour avancer »

ANGÉLIQUE ET JULIA, ÉDUCATRICES

lié à leur histoire. Pour certains, ce n'est pas possible », rapportent Angélique et Julia, les deux éducatrices de la maison. « Chacun d'eux à une histoire particulière. Ce n'est pas un sujet tabou. Quand ils se sentent en sécurité, ça sort et on en discute. Il faut qu'ils acceptent la réalité de leur histoire pour pouvoir avancer. Nous essayons de les aider à le faire. »

Faire les courses, les lessives, les conduites à l'école ou chez le médecin, trouver les paroles rassurantes en cas de cauchemar au milieu de la nuit... Tout le quotidien partagé entre les éducateurs et les enfants est au cœur du travail de la fondation. « Les deux questions fondamentales que ces enfants se posent sont "Est-ce que je peux compter sur quelqu'un ?" et "Est-ce que je compte pour quelqu'un ?" Nous essayons de faire en sorte qu'ils puissent répondre oui. L'attachement entre les éducateurs et les enfants est un moteur puissant qui leur permet de reprendre confiance, de gagner en autonomie et d'avancer dans la vie », explique Marc Chabant. La présence d'un duo des éducateurs dans chaque maison est aussi une organisation qui « empêche de faire fausse route », poursuit-il.

Provisoire, l'habitat modulaire de Sablons laissera la place dans un an à un éco-village « en dur ». Les maisons-containers laisseront la place à des maisons en bois. Elles s'éleveront sur un terrain voisin, actuellement en friche, pour un coût de 7,3 millions d'euros. C'est la fondation Action Enfance qui investit cette somme. Le département, à l'origine du projet, paie de son côté 169 euros de prise en charge journalière par enfant accueilli. Un montant qui comprend la nourriture, l'encadrement des enfants et remboursera au fil du temps l'investissement immobilier. Alors que la Gironde a vu le nombre d'enfants placés augmenter de 15 % en quatre ans – pour atteindre près de 5 260 enfants – « Ce village permet d'éviter les places d'accueil et de ne pas séparer les frères et sœurs », commente Jean-Luc Gleyze, président du département. Il apparaît aussi comme une solution aux dysfonctionnements pointés dans le documentaire choc sur l'aide sociale à l'enfance, sorti en 2019. Alors que les scandales de maltraitance dans le domaine de la protection de l'enfance se sont enchaînés ces dernières années, le travail en équipe des 38 éducateurs du village, mais aussi de la directrice, de la psychologue, de deux chefs de service et même des agents d'entretien permet « une autorégulation », pointe Action Enfance. Ne dit-on pas qu'il faut tout un village pour élever un enfant ? ■
* Les prénoms ont été changés.

Un nouveau soutien de 200 millions pour 40 départements

SCANDALES À RÉPÉTITION sur des maltraitances d'enfants placés en foyer, cris d'alarme sur le manque de moyens, alertes de juges aux enfants sur des délais de prise en charge inacceptables... En octobre 2019, alors que tous les voyants de la protection de l'enfance étaient au rouge, Adrien Taquet, le secrétaire d'État en charge de l'Enfance, annonçait une nouvelle stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance pour 2020-2022.

Un an plus tard, il vient de lancer un nouveau volet de ce plan. En 2021, le gouvernement va accélérer sa contractualisation avec les départements, chefs de file de la protection de l'enfance. Quarante nouveaux départements ont signé un engagement avec l'État et recevront en tout une enveloppe de 200 millions d'euros, a annoncé Adrien Taquet, le 14 octobre. Ils étaient déjà 30 à s'être engagés dans cette démarche en 2020. En échange de cet-

te aide, les départements s'engagent à améliorer les conditions de prise en charge des enfants placés, à leur éviter des parcours trop chaotiques, à favoriser les actions de prévention et à mieux lutter contre la maltraitance institutionnelle. Le département du Nord a par exemple promis de créer des places d'accueil pour répondre aux besoins spécifiques des enfants victimes de violences. Le Puy-de-Dôme travaille à un bus de protection maternelle et infantile (PMI) itinérant pour atteindre les populations les plus éloignées. L'Ailier prépare un plan de contrôle des établissements de protection de l'enfance. L'année prochaine, un référentiel national d'évaluation des situations de danger pour les enfants devrait également voir le jour. Avec pour objectif d'assurer un « traitement harmonisé des situations sur l'ensemble du territoire » et donner des repères plus solides aux acteurs de la protection de

l'enfance. La volonté d'Adrien Taquet est de « refaire de la protection de l'enfance un objet politique majeur ». « C'est une compétence décentralisée mais partagée entre l'État et les départements », souligne son cabinet.

Suivi thérapeutique

En France, plus de 350 000 jeunes font l'objet d'une mesure de protection de l'enfance. La moitié sont placés dans des foyers ou auprès de familles d'accueil dont le nombre décline de manière inquiétante. Sur le plan national, le coût annuel de la protection de l'enfance est estimé à 8 milliards d'euros annuels pour les départements.

Dans un contexte de crise, la nouvelle enveloppe du gouvernement fait figure de « goutte d'eau dans l'océan », critique Lyes Louffok, ancien enfant placé devenu un porte-parole de l'enfance en danger. Opposé au principe même de la

contractualisation, il dénonce des risques d'inégalités territoriales croissantes. « Pourquoi devrait-on accepter que, de Paris à Marseille, les enfants ne soient pas protégés de la même façon ? », s'agace-t-il.

« Les départements sont partants pour engager de nouvelles actions. Mais ces financements restent très modestes au regard des enjeux et de la dépense globale qui pèse sur les budgets départementaux, relève-t-on également à l'association des départements de France (ADF). Et d'appeler à une aide accrue de l'État dans les domaines « régaliens » de la santé ou de la justice. D'autant que le profil de ceux que l'on appelait les « enfants de la Ddass » a changé. « Ils sont beaucoup plus nombreux à avoir besoin d'un suivi thérapeutique ou d'une prise en charge spécifique en raison d'un handicap », pointe l'ADF. Il y a un énorme besoin de soins, de diagnostics, d'un accompagnement en pédopsychiatrie. » ■ A. L.



Comment accepter que, de Paris à Marseille, les enfants ne soient pas protégés de la même façon ?

LYES LOUFFOK, PORTE-PAROLE DE L'ENFANCE EN DANGER